

" vers le communisme "

---

## • les bases du projet révolutionnaire

Beaucoup de militants sont désorientés. Après l'exclusion de la G.R. et la dissolution de la fédé de Paris, devant la montée du sectarisme et du désordre interne, ils supportent de moins en moins la situation et s'interrogent. Un militant révolutionnaire peut-il encore rester au P.S.U. ? Rester, pour quoi faire, sortir pour quoi faire ?

### **Dans quelle période se situe notre action**

Comme il est dit dans la Thèse IV-1 - Les bases de l'Internationalisme prolétarien -, le rôle de leader et de régulateur des USA. est remis en question. D'autres pôles impérialistes, et en particulier l'Europe, sont en voie de constitution ; d'où l'âpreté des luttes internes, des restructurations (exemple Fiat-Citroën), des éliminations de secteurs non rentables. Cette période peut donc être favorable au projet révolutionnaire si la classe ouvrière sait saisir les chances de réussite.

— C'est en France où la petite bourgeoisie a survécu plus qu'en Allemagne et en Angleterre à la croissance capitaliste (pour des raisons politiques d'alliance de classe avec les notables), que la liquidation des secteurs retardataires, pose le plus de problèmes.

— C'est donc en France <que> la crise idéologique, politique et économique est directement ressentie et exprimée par une partie de cette petite bourgeoisie : exemple : Mai 1968 ; d'où aussi le « pacte originel » du mouvement révolutionnaire marqué par les caractères de cette couche sociale : oscillation entre le découragement (localisme) et le gauchisme (avant-gardisme). Peu à peu, l'échéance électorale se précisant, la récupération par les tenants de la « démocratie avancée » de toutes les actions, et l'absence de perspective aux luttes ouvrières, ont rendu crédible

la voie réformiste. Comprendre cela, c'est s'astreindre à une analyse sérieuse du révisionnisme.

— **Sur l'analyse du révisionnisme** : Si le P.C. ou les pays de l'Est en sont là, ce n'est pas parce qu'ils ont « trahi » la classe ouvrière. Le révisionnisme trouve sa base objective économique dans un stade donné du développement des forces productives et donc de la composition de la classe ouvrière : c'est le stade où la place dans la production dépend d'une hiérarchie continue de compétence et d'expérience (manoeuvre, apprenti, OP1, OP2, OP3, chef d'équipe...).

Sur cette base s'est regreffée l'idéologie petite bourgeoise (hiérarchie, autorité, expériences) qui, peu à peu, s'est totalement substituée à l'idéologie prolétarienne révolutionnaire, notamment par l'intermédiaire des appareils d'Etat bourgeois, par l'intermédiaire de l'école, notamment (voir l'expérience de l'U.R.S.S.). C'est sur cette base objective économique et avec cette pénétration idéologique que repose le projet politique du P.C. dans lequel les alliances de classe sont passées par l'intermédiaire des partis et des élections sur les bases de la petite bourgeoisie (voir 1936, 1968 et 1972, le programme commun antimonopoliste).

— **Sur la façon de faire apparaître une alternative au révisionnisme** :

Si le révisionnisme a des bases objectives, le dénoncer abstraitement ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est, à partir des bases objectives d'un projet révolutionnaire (définies plus loin) permettre une ligne prolétarienne de s'affirmer de façon autonome, et faire apparaître un projet politique concret et applicable dans la situation actuelle. Ce projet doit permettre à la classe ouvrière de passer des alliances de masse (et non pas des alliances d'appareils) sur ses propres bases avec les couches populaires qui peuvent être ses alliés.



## Une ligne prolétarienne

Quelles sont les bases objectives d'un projet révolutionnaire ? Le développement du mode de production capitaliste au stade de la production de masse généralisée secrète dans le même temps les éléments de sa propre destruction. Sur la chaîne, sur les machines, les O.S. interchangeables sont placés sur un même pied d'égalité, et ceci constitue la base objective de la société communiste égalitaire dans la mesure où ces prolétaires vivent en « négatif » la Société à construire.

A partir de cette fraction de la classe et sur les objectifs qu'elle met en avant (augmentation uniforme des salaires, lutte contre la hiérarchie et la division du travail, volonté de lutte contrôlée collectivement, etc.) peut s'affirmer une ligne prolétarienne conduisant à l'élaboration et la prise en charge d'un projet politique autonome. Ce projet politique vise à reconstruire l'unité de la classe ouvrière et passer des alliances de masse avec les autres couches populaires (unité populaire construite dans les luttes).

L'étape actuelle est celle de l'entrée en lutte des O.S. et des couches populaires qui sont désormais soumises à l'organisation capitaliste du travail (employés et techniciens prolétarisés, paysans travailleurs). Depuis plus de deux ans, des grandes ou petites boîtes (de Renault Le Mans, à Penarroya) ces couches font leur première expérience de luttes autonomes, à travers des victoires, mais aussi quantité de défaites.

Dans ces conflits, elles rencontrent l'axe P.C.-C.G.T., en se heurtant à lui ou en étant récupérées par lui. Il faudra encore de longues années de « guérilla » de classe avant que les O.S. aient acquis leur autonomie de lutte par rapport au révisionnisme, qu'ils aient fait avancer sérieusement l'unité de classe et l'unité populaire sur leurs bases.

Si dans chaque lutte un groupe d'ouvriers combatifs s'affirme, cette « gauche ouvrière » n'apparaît souvent qu'au moment de la reprise (en la refusant) et se dilue ensuite sans coordination.

Il y a donc loin encore entre cette émergence et la prise de conscience politique, donc avec une véritable expression politique autonome des ouvriers de la production.

## Pourquoi la gauche syndicale a-t-elle un rôle central ?

C'est dans cette étape que la progression de deux forces dialectiquement liées, s'affirmera.

— **au niveau de la lutte de masse** quotidienne, longue et dure, ces couches ont besoin d'un outil, d'une organisation de classe qui consolide les victoires temporaires, regroupe les forces et l'expérience pour passer les périodes de défaite. Le syndicat est un outil indispensable mais il est en crise depuis que la lutte de classes a pris un tour nouveau qui ne s'inscrit plus dans le cadre de la participation conflictuelle.

Parce que son projet politique est opposé à celui des couches nouvellement en lutte, la C.G.T. ne peut globalement être leur organisation de masse, bien que cela puisse être vrai pour certains syndicats de base. En revanche, la C.F.D.T., a été le « parapluie » de beaucoup de ces luttes, parce que son projet politique et son organisation sont encore suffisamment flous pour ne pas leur fermer la porte. C'est dans les luttes que la radicalisation s'opère dans ce mouvement syndical : à la C.G.T., malgré la répression, c'est la gauche syndicale C.G.T. qui a mené les luttes dans la Marne, les Ardennes et en partie dans le Nord.

Mais aujourd'hui, la gauche syndicale C.F.D.T. (syndicats, section ou structures radicalisées) est la seule force de classe ayant une réalité nationale qui puisse encore :

- prendre en charge sans les dénaturer les luttes de masse des O.S. et des couches en voie de prolétarisation ;
- travailler en permanence à l'unité de la classe en terme de masse ;
- être le lieu de regroupement de la gauche ouvrière.

Mais cette perspective n'est encore qu'une possibilité, sa réalité dépend de l'état de la lutte de classes et de l'apparition d'un projet et d'une force révolutionnaires.

— **Au niveau politique, c'est-à-dire au niveau qui pose la question du pouvoir et de la lutte contre l'Etat**, le niveau de conscience du projet politique de ces couches s'élèvera en même temps que se développera leur autonomie dans la lutte de masse. C'est dans les luttes ouvrières que peut émerger l'avant-garde ouvrière qui constitue la base et la direction du futur parti capable de prendre en charge le projet politique révolutionnaire. Aujourd'hui c'est par unités qu'on compte dans une lutte le nombre d'ouvriers qui se posent la question de la prise du



pouvoir.

C'est aussi par et dans l'unité populaire que l'on peut correctement poser le problème de la construction du parti et de l'affrontement avec l'Etat. La lutte des grosses boîtes (Berliet, S.N.C.F., Michelin...) pose en termes nouveaux cette unité populaire ; mais ce débat de la gauche syndicale pour le Comité de soutien de masse et contre les interdits corporatistes et la « boutique » d'Edmond Maire (voir Editorial de « Syndicalisme Hebdo »), reste central.

## Quelles sont nos tâches ?

Notre tâche dans la période est donc double :

- au plan des luttes de masse : travailler à la prise en charge par la gauche syndicale des luttes des O.S., faire les propositions pour l'unité de la classe, l'unité populaire et la lutte contre l'Etat ;

- au plan de la construction du parti révolutionnaire : travailler à faire se rencontrer les noyaux d'ouvriers les plus avancés politiquement avec les militants politisés de la gauche syndicale et de la gauche paysanne, pour qu'ils fassent l'analyse politique de leurs luttes et progressivement prennent en charge leurs prolongements politiques : unité de la classe, unité populaire (liaison avec les autres militants engagés dans l'unité populaire) contre les appareils d'Etat (liaisons avec les militants des secteurs Ecole, culture, administration, etc.). Cela veut dire nettement :

— refus des syndicats-rouges dont la dernière forme est les comités de lutte Mao (« Nous, on fait pas de politique, on défend les ouvriers »). Mais aussi refus d'un syndicalisme dont l'organisation et les méthodes de lutte sont encore largement fondées sur la participation conflictuelle et non sur l'état actuel de la lutte de classes ;

— refus du travail politique purement propagandiste d'une avant-garde autoproclamée. Mais aussi refus du spontanéisme et du localisme.

En effet, le regroupement et la solidification politique de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière et de la gauche paysanne, ne se feront pas tout seuls.

Il nécessite :

- que nous ayons acquis la crédibilité nécessaire par notre pratique permanente à leurs côtés ;

- que nous fassions les premières propositions correspondant à une vue d'ensemble de la situation.

Tel est le sens :

- du développement de notre pratique permanente dans les luttes de masse comme nous essayons de le faire à Penarroya, Maillard et Duclos, Berliet (Bouthéon, Bourg, Vénissieux) Brandt, Maco-Meudon, Danone, etc.

- du projet politique contenu dans les thèses « vers le communisme » dont nous sommes partie prenante, thèses soumises au débat politique, notamment au prochain congrès du P.S.U.

Ce projet politique se modifiera au fur et à mesure qu'il sera pris en compte par la gauche ouvrière, la gauche syndicale, la gauche paysanne. Il nous faut d'ailleurs encore trouver des propositions concrètes de travail avec elles pour dépasser le stade de la simple analyse politique commune des luttes.

## Faire les replis tactiques tenant compte de la conjoncture électorale

Il saute aux yeux que notre alternative révolutionnaire, la seule adaptée à la période, entre brutalement en contradiction avec le projet réformiste (le Programme commun) à court terme. Il est bien normal que pour beaucoup de travailleurs, la tentation est grande de se reposer jusqu'aux élections ou : « Tout vaut mieux que la pourriture U.D.R. ».

La période n'est plus au freinage systématique de la direction C.G.T. en « cassant » les conflits, celle-ci laisse se dérouler les luttes (parfois même les conflits dans des petites boîtes), et comme l'intransigeance patronale les mène dans une impasse, elle peut alors proposer un débouché par le bulletin de vote.

Ceci dit, cette perspective électorale ne suffit pas à beaucoup de travailleurs sur qui pèsent lourd la vie chère et les cadences, et de plus, pour beaucoup d'O.S., cela ne veut rien dire : ils ne votent pas. C'est donc dans ce cadre, et maintenant que nous analysons le mythe de l'autogestion. **Quel rôle joue l'autogestion aujourd'hui ?** Qu'on le veuille ou non, l'autogestion exprime en raccourci le sentiment de ceux qui veulent résister au rouleau compresseur P.C.-C.G.T. Ceux-ci sont, pêle-mêle, des révolutionnaires, des syndicalistes combattifs luttant sur une base de classe, des cadres en mai d'autorité, et des anticommunistes viscéraux. C'est dans la chimie et l'E.D.F. que les thèmes autogestionnaires ont le plus de résonance.

C'est aussi dans ce magma que, bon gré mal gré, les révolutionnaires **OUVRIERS** sont bien obligés de militer dans les mois **qui viennent**.



Il est vrai que le projet politique que nous défendons, suppose une prise en charge par les masses pour être une véritable alternative, face à la bourgeoisie, au programme commun.

Or c'est dans la période précédente, quand le P.C. cassant franchement les grèves, qu'il aurait fallu réaliser cette appropriation par les masses de la stratégie révolutionnaire. Maintenant, à cause de notre carence, l'autogestion est l'expression, oh combien ambiguë, d'un **REFUS**. Il est donc de notre devoir de clarifier de l'intérieur à quelle impasse dangereuse elle conduit.

Cette clarification c'est prioritairement avec la gauche syndicale qu'il faut la faire, mais concrètement : pas de dénonciation abstraite, mais en faisant avec eux l'unité de la classe autour des O.S., leur montrer qui veut « gérer » et qui veut transformer la société. Dans l'unité populaire, en particulier dans la lutte de chaque Comité de Soutien, montrer où se pose le problème de l'Etat, donc du **pouvoir politique** (et non autogestionnaire) des travailleurs.

C'est pourquoi nous pensons que toute complaisance est coupable, et qu'il faut tenir ferme sur le contrôle ouvrier, axe de lutte actuel et élément futur de la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi aussi ce débat doit être articulé sur les luttes et sur l'opposition entre ceux qui veulent les mener dans les formes de la démocratie avancée, et ceux qui veulent contrôler et diriger leur combat, c'est-à-dire au minimum « autogérer » leurs luttes.

## La question du P.S.U.

Contrairement à ce que croient de façon sommaire beaucoup de camarades révolutionnaires, la direction actuelle du P.S.U. n'est pas réformiste au sens classique de la social-démocratie. Cette direction, comme celle d'ailleurs de la C.F.D.T., réalise un type particulier d'équilibre entre une droite proche du P.C.-PS. et une gauche révolutionnaire. Ce type d'équilibre n'est pas dû à l'existence par hasard de Rocard et de Maire, mais correspond à l'état actuel de la lutte de classe et de l'autonomie d'un certain nombre de forces sociales par rapport aux projets réformistes et révisionnistes. Parmi ces forces sociales, celles qui sont périphériques à la classe ouvrière (techniciens cadres, fonctionnaires, petite bourgeoisie intellectuelle), parce qu'elles sont réfractaires au modèle de société des pays de l'Est, sont intéressées par le projet autogestionnaire. Mais elles sont aussi

porteuses des déviations technocratiques et scientistes (la transformation des rapports sociaux par les ordinateurs), et espèrent aussi confisquer la victoire ouvrière à leur profit.

Appuyé sur les théories de la nouvelle classe ouvrière ou du nouveau bloc historique qui ont comme fondement commun l'hypothèse de l'importance croissante et quantitativement nouvelle de la science, comme force productive, le projet autogestionnaire est l'occasion pour ces forces sociales de construire sous leur direction, une nouvelle coalition englobant la classe ouvrière.

Aussi à l'étape actuelle de la lutte de classe, le P.S.U. comme la C.F.D.T., pour ce qui concerne leurs directions actuelles, ne sont donc pas voués irrémédiablement à être balayés par le réformisme du P.S. ou le révisionnisme du P.C., ni par leur alliance conjuguée dans le programme commun. Par conséquent, il n'est pas étonnant de voir la direction actuelle du P.S.U. chercher à devenir le prolongement et l'expression, sur la scène politique, de la C.F.D.T. sur la base du projet autogestionnaire.

Dans la mesure où la situation actuelle nous conduit à nous situer dans le camp autogestionnaire pour combattre ce mythe et faire apparaître en terme de masse un projet révolutionnaire, posant les problèmes de l'Etat et ayant pour perspective la dictature révolutionnaire du prolétariat, nous devons mener ce combat sur le terrain politique où il trouve son expression actuellement, c'est-à-dire le P.S.U., et ne pas lui laisser les coudées franches pour maintenir un mythe.

Nous avons dit « Rester au P.S.U. pour assumer les tâches de l'heure le moins mal possible ». « organiser un courant révolutionnaire dans le P.S.U. », en fin de compte, il s'agit pour nous de travailler au développement d'une situation sociale et politique permettant la création d'un parti révolutionnaire autonome. Cela suppose donc, entre autres, que les bases sociales et objectives de ce parti existent, c'est-à-dire que la gauche ouvrière ait dépassé le stade informel qui la caractérise actuellement et donc que les militants révolutionnaires aient travaillé à sa politisation. C'est dans cette base-là que nous cherchons à enraciner le parti révolutionnaire et c'est donc là que nous chercherons de façon privilégiée des partenaires du débat politique extérieurs au parti.

Encore une fois, croire que le seul obstacle au développement et à la politisation de la gauche ouvrière est le fait d'appartenir à un P.S.U. dont la direction réformiste n'est même pas capable de

s'agiter avec un peu d'éclat sur la scène politique, c'est croire qu'une fois sortis du P.S.U., l'éclat dont brillent nos projets politiques va inmanquablement attirer à nous les militants déboussolés et surtout que cette gauche ouvrière qui apparaît dans les luttes va enfin reconnaître le bien-fondé et la puissance de nos analyses et de nos propositions.



Cette analyse relève évidemment de l'utopie ; voir la G.R. C'est en dernière analyse l'état de la lutte de classe en France qui doit avant tout nous dicter la conduite à suivre.

Pour ce qui nous concerne, nous ne sommes pas prêts à entretenir les ambiguïtés ; et nous disons : nous avons fait une analyse de la situation qui nous conduit à **rester au PSU même minoritaires**, pour y faire un certain nombre de choses ; pour accomplir ces tâches, nous avons besoin de nous rencontrer avec des militants pour faire en permanence l'analyse de la situation, pour confronter notre pratique dans différents secteurs de lutte, faire le point sur l'avancée de notre projet politique et du travail pour la construction du parti révolutionnaire, mais en aucun cas cette coordination ne peut se transformer dans la période actuelle en direction politique.

Sur ces bases, nous proposons d'organiser un courant révolutionnaire dans le PSU. Nous travaillerons avec ceux qui sont d'accord sur cette base, dans un courant ouvert, non sectaire et se reconnaissant sur une pratique de masse. Cela veut dire que nous sommes en rupture avec ceux qui, de fait, comme la GR,

préparent un nouveau groupuscule ! Ils mettent en place une mécanique sortiste qui se terminera, comme la GR, en petite organisation sectaire.

Il est temps que les militants révolutionnaires du PSU se ressaisissent, analysent politiquement la situation, abandonnent leurs réactions morales par rapport aux méthodes de la droite de ce parti. Ce que nous avons à faire, c'est mener la lutte politique sur le fond ; sans concession, dans le PSU (et en particulier, mener la bataille de clarification sur l'autogestion), faire mûrir notre projet politique, développer notre pratique de masse, travailler à la construction du parti révolutionnaire à partir du regroupement des éléments les plus avancés des luttes actuelles. Il n'y a pas d'autre solution dans la période actuelle. Tout le reste ne serait que la liquidation de ce qui reste encore au PSU d'acquis révolutionnaire depuis 4 ans :

- l'évolution de sa base sociale (implantation dans les couches populaires) ;
- l'évolution de sa pratique à la base ;
- l'avancée de ses analyses et acquis théorique (programme d'action et clarification de l'axe de lutte du contrôle ouvrier), certains textes du congrès de Lille, les thèses élaborées cette année par des militants de la gauche du parti).

## Conclusion

La question du devenir des révolutionnaires du PSU ne dépend pas d'un congrès, mais de l'état de la lutte des classes, des perspectives réelles de création des bases du parti révolutionnaire, c'est-à-dire du résultat d'un travail nécessairement long de regroupement prioritaire des militants politisés de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière et de la gauche paysanne et de leur capacité à jeter les bases d'une organisation nationale de type nouveau et à en assumer la direction.

Mener le débat politique dans le PSU sur les thèses « Vers le communisme » à l'occasion du prochain congrès, c'est manifester la volonté de voir ce projet repris **et** donc modifié par les militants politisés ouvriers et paysans qui apparaissent dans les luttes.

(Le Bureau Fédéral du Rhône et des militants du Rhône, de l'Isère et de l'Ain.)